

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 1649

[C — 2007/31139]

22 MARS 2007. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération du 16 décembre 2003 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au règlement définitif des dettes du passé et des charges qui y sont liées, en matière de logement social (1)

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 16 décembre 2003 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au règlement définitif des dettes du passé et des charges qui y sont liées, en matière de logement social.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 mars 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe

Accord entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au règlement définitif des dettes du passé et des charges qui y sont liées, en matière de logement social

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord il y a lieu d'entendre par :

1° « le Fonds » : le Fonds d'Amortissement des Emprunts du Logement social, créé par l'accord du 4 mai 1987;

2° l'accord du 1^{er} juin 1994 : l'accord du 1^{er} juin 1994 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au règlement des dettes du passé en matière de logement social ainsi que des charges qui y sont liées.

Art. 2. § 1^{er}. Les dettes financières gérées ou contractées par le Fonds jusqu'à l'année 2003, estimées à leur valeur de marché, sont remboursées le 29 décembre 2003 par les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, par les régions en fonction de la part de chaque région dans ces dettes, à l'exception de la part qui est à charge de l'Etat.

La valeur actuelle de la part régionale des dettes visées à l'alinéa 1^{er}, est d'abord fixée par la Trésorerie pour chaque région sur base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables bancaires précédant le 28 décembre 2003.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 1649

[C — 2007/31139]

22 MAART 2007. — Ordonnantie houdende instemming met de Overeenkomst van 16 december 2003 tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Regering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de definitieve regeling van de schulden uit het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting (1)

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het Samenwerkingsakkoord van 16 december 2003 tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Regering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de definitieve regeling van de schulden uit het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 maart 2007.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage

Overeenkomst tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Regering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de definitieve regeling van de schulden van het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting

Artikel 1. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

1° het Fonds : het Amortisatiefonds van de Leningen voor de Sociale Huisvesting, opgericht bij de overeenkomst van 4 mei 1987;

2° de overeenkomst van 1 juni 1994 : de overeenkomst van 1 juni 1994 tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Gewest-Regering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de regeling van de schulden van het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting.

Art. 2. § 1. De marktwaarde van de door het Fonds beheerde of aangegane financiële schulden tot en met het jaar 2003, met uitzondering van het aandeel ten laste van de Staat, worden door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, door de gewesten op 29 december 2003 terugbetaald in functie van het gewestelijk aandeel in die schulden.

Voor eerst wordt door de Thesaurie per gewest de actuele waarde van het gewestelijk aandeel in de in het eerste lid bedoelde schulden vastgesteld op basis van het rekenkundig gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003.

Si le montant défini au deuxième alinéa est plus grand que la valeur actuelle des annuités mathématiques visées à l'article 3, alinéa 2, de l'accord du 1^{er} juin 1994, diminué des annuités prévues à l'article 4, alinéa 2 du présent accord, alors le remboursement par les sociétés de logement en question sera limité à cette valeur actuelle et le solde sera remboursé par les régions, à moins d'un accord existant qui en conclut autrement entre les régions et les sociétés régionales de logement est remboursé par la (les) société(s) régionale(s) de logement de cette région. La valeur actuelle des annuités mathématiques est fixée sur base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables bancaires précédant le 28 décembre 2003. La Trésorerie communique immédiatement les montants correspondants au Fonds, aux régions et aux sociétés régionales de logement.

§ 2. La garantie de l'Etat est accordée aux engagements des sociétés régionales de logement découlant du § 1^{er}. Cette garantie de l'Etat est sans frais.

Les emprunts de refinancement contractés par les sociétés régionales de logement afin de renouveler les emprunts visés à l'alinéa 1^{er} qui arrivent à échéance, bénéficient également de cette garantie de l'Etat sans frais. Les sociétés régionales de logement peuvent faire appel sans frais à l'expertise technique du Fonds et/ou de la Trésorerie lors de la souscription de leurs emprunts de refinancement.

Le montant réel de l'encours des emprunts de refinancement qui peuvent bénéficier de la garantie de l'Etat est limité, pour chacune des sociétés régionales de logement, au montant dont elle est redevable par le § 1^{er}, alinéa 3, adapté le cas échéant conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}.

Les dispositions de ce paragraphe s'appliquent également aux personnes de droit moral qui seront constituées par les sociétés régionales de logement dans le but de reprendre les engagements et emprunts de refinancement visés à l'alinéa 1^{er} et deuxième.

Si la garantie de l'Etat s'applique en vertu de ce paragraphe, l'Etat demande remboursement à la région à laquelle appartient la société de logement qui est à l'origine de l'appel à la garantie de l'Etat des dépenses encourues.

§ 3. Les régions s'engagent à veiller à ce que les annuités mathématiques visées à l'article 3, alinéa 2, de l'accord du 1^{er} juin 1994, diminuées des annuités visées à l'article 4, alinéa 2, du présent accord, servent à couvrir les charges liées aux engagements et emprunts de refinancement encourus par les sociétés régionales de logement.

§ 4. A la demande de la Trésorerie le Fonds verse à l'Etat les montants visés au § 1^{er}, alinéa 2, relatifs au remboursement. L'Etat, le Fonds, les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, les régions peuvent convenir que les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, les régions versent ces montants immédiatement à l'Etat.

Dans le cas où, conformément au § 1^{er}, alinéa 3, une région prend à son compte partie du remboursement prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Fonds peut inscrire, sur base d'un accord à conclure entre le Fonds et la région, une créance sur la région à concurrence du montant de cette partie. Cette créance est productive d'intérêts.

Art. 3. Les montants visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, tiennent compte, en ce qui concerne les emprunts financiers contractés par le Fonds en 2003, des clefs de répartition provisoires. Après que le Fonds ait déterminé les clefs de répartition définitives, conformément à l'article 2, § 4, de l'accord du 1^{er} juin 1994, un acquittement en capital, intérêts et coûts supplémentaires se fera le premier jour ouvrable bancaire du mois de juillet 2004 entre l'Etat, les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, les régions. A cet effet, le Fonds fournit à l'Etat, aux sociétés régionales de logement et, le cas échéant, aux régions le détail des montants à payer ou à recevoir, selon le cas, à cette date, dans le respect des principes mentionnés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3.

Le montant qui résulte de la différence entre, d'une part, le montant des liquidités et des placements que le Fonds posséderait encore le 31 décembre 2003 et, d'autre part, le montant des dépenses administratives réalisées par le Fonds dont les Sociétés régionales de logement sont encore redevables à la même date, est payé par le Fonds aux Sociétés régionales de logement selon la clef de répartition définitive dont, il est question au 1^{er} alinéa. Si ce montant est négatif, les Sociétés régionales de logement font un versement au Fonds. La part de l'Etat n'est pas comprise pour calculer la clef de répartition. Le paiement se fait le 1^{er} jour ouvrable bancaire du mois de juillet 2004. Le Fonds

Is het bedrag bedoeld in het tweede lid groter dan de actuele waarde van de wiskundige annuïteiten bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de overeenkomst van 1 juni 1994, verminderd met de annuïteiten bedoeld in artikel 4, tweede lid, van onderhavige overeenkomst, dan wordt de terugbetaling door de betrokken huisvestingsmaatschappijen beperkt tot deze actuele waarde en wordt het saldo terugbetaald door het gewest, onder voorbehoud van een andersluitende afspraak tussen de gewesten en de betrokken huisvestingsmaatschappijen. In het andere geval, wordt het bedrag bedoeld in het tweede lid terugbetaald door de gewestelijke huisvestingsmaatschappij(en) van dat gewest. De actuele waarde van de wiskundige annuïteiten wordt vastgesteld op basis van het rekenkundige gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003. De Thesaurie deelt onmiddellijk de overeenkomstige bedragen mede aan het Fonds, de gewesten en de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

§ 2. Voor de ingevolge § 1 ontstane verbintenissen van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen wordt de staatswaarborg verleend. Deze staatswaarborg is kosteloos.

Herfinancieringsleningen aan te gaan door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen teneinde leningen bedoeld in het eerste lid te hernieuwen die vervallen, genieten eveneens de kosteloze staatswaarborg. De gewestelijke huisvestingsmaatschappijen kunnen bij het afsluiten van hun herfinancieringsleningen kosteloos een beroep doen op de technische expertise van het Fonds en/of de Thesaurie.

Het werkelijk bedrag van de omloop van de herfinancieringsleningen die de staatswaarborg kunnen genieten, wordt voor elk van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen beperkt tot het door hen ingevolge § 1, derde lid, verschuldigde bedrag, in voorkomend geval aangepast overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, eerste lid.

De bepalingen van deze paragraaf zijn eveneens van toepassing op de rechtspersonen die door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen worden opgericht met het oog op de overname van de verbintenissen of herfinancieringsleningen bedoeld in het eerste en tweede lid.

In geval van toepassing van de staatswaarborg ingevolge deze paragraaf, verhaalt de Staat de gedane uitgaven op het gewest waartoe de gewestelijke huisvestingsmaatschappij die aanleiding heeft gegeven tot het inroepen van de staatswaarborg, behoort.

§ 3. De gewesten verbinden zich ertoe erop toe te zien dat de wiskundige annuïteiten bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de overeenkomst van 1 juni 1994, verminderd met de annuïteiten bedoeld in artikel 4, tweede lid, van onderhavige overeenkomst, worden aangewend voor het betalen van de lasten ingevolge de verbintenissen en herfinancieringsleningen aangegaan door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

§ 4. Het Fonds stort op verzoek van de Thesaurie de in § 1, tweede lid, bedoelde bedragen met betrekking tot de terugbetaling door aan de Staat. Tussen de Staat, het Fonds, de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten kan overeengekomen worden dat de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten deze bedragen rechtstreeks doorstorten naar de Staat.

Indien ingevolge het bepaalde in § 1, derde lid, een gewest een gedeelte van de in § 1, eerste lid, bedoelde terugbetaling voor zijn rekening neemt, kan het Fonds een vordering boeken op dat gewest ten belope van het bedrag van dat gedeelte, op basis van een overeenkomst af te sluiten tussen het Fonds en het gewest. Deze vordering is rentedragend.

Art. 3. De in artikel 2, § 1, tweede lid, bedoelde bedragen houden, wat betreft de financiële schulden die door het Fonds in het jaar 2003 zijn aangegaan, rekening met voorlopige verdeelsleutels. Nadat het Fonds conform artikel 2, § 4, van de overeenkomst van 1 juni 1994 definitieve verdeelsleutels heeft bepaald, gebeurt op de eerste bankwerkdag van de maand juli 2004 een afrekening, in kapitaal, interesten en bijkomende kosten, tussen de Staat, de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten. Het Fonds verstrekt te dien einde aan de Staat, de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten het detail van de op deze datum te storten of te ontvangen bedragen, naargelang het geval, met inachtneming van de principes vermeld in artikel 2, § 1, derde lid.

Het bedrag dat overeenstemt met het verschil tussen, enerzijds het bedrag aan liquide middelen en geldbeleggingen die het Fonds op 31 december 2003 nog zou bezitten en, anderzijds het door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen op dezelfde datum nog verschuldigde bedrag ingevolge de gedane administratieve uitgaven van het Fonds, wordt door het Fonds betaald aan de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen volgens de definitieve verdeelsleutel waarvan sprake in het eerste lid. Indien dit bedrag negatief is, gebeurt een storting door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen aan het Fonds. Voor de vaststelling van de verdeelsleutel wordt het aandeel van

fournit aux Sociétés régionales de logement le détail des montants encore à verser ou à recevoir à cette date.

Art. 4. Sous réserve de ce qui est déterminé à l'article 3, les régions et les Sociétés régionales de logement sont libérées, par le remboursement prévu à l'article 2, § 1^{er}, de leurs obligations à l'égard de l'Etat et du Fonds issues de l'accord du 1^{er} juin 1994.

Cependant les annuités en faveur de l'état pour le remboursement des avances budgétaires courantes accordées à l'ex-SNL et l'ex-SNT et les annuités en rapport avec les emprunts n^{os} 1^{er} à 6 de l'ex-SNL restent dues par les sociétés régionales de logement.

Le Fonds, l'Etat et les régions font le nécessaire afin de mettre un terme aux accords se rapportant à l'ouverture de crédit visé à l'article 14, § 3, de l'accord du 1^{er} juin 1994, à l'exception des obligations prévues dans le 2^{ème} alinéa et, le cas échéant, ceux prévus à l'article 2, § 4, alinéa 2.

Art. 5. Les montants calculés pour chaque région conformément à l'accord du 1^{er} juin 1994; et qui correspondent à la différence entre, d'une part, la valeur actuelle de l'intervention visée à l'article 13, § 1^{er}, 5^o, de l'accord du 1^{er} juin 1994 et, d'autre part, la valeur actuelle des annuités mathématiques qui, conformément à l'article 3, alinéa 4 de l'accord du 1^{er} juin 1994, reviennent finalement à l'Etat, sont versés par l'Etat aux régions le 15 janvier 2004. La valeur actuelle est déterminée par le Trésor sur base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables précédant le 28 décembre 2003. Le résultat ainsi obtenu est capitalisé au taux d'intérêt EONIA en vigueur le jour précédant le 15 janvier 2004.

A leur requête, la Trésorerie peut, à partir de 29 décembre 2003, octroyer aux régions une avance sur les montants dus à l'alinéa 1^{er}. Le montant de cette avance pour chaque région ne peut pas dépasser le montant de la valeur actuelle définie par la Trésorerie sur la base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables précédant le 28 décembre 2003. Les régions qui font appel à ces avances s'engagent à veiller à ce que la dette Maastricht n'en soit pas influencée.

Sous réserve de ce qui est déterminé à l'article 3, l'Etat et le Fonds sont déchargés, par les versements visés à l'alinéa 1^{er}, les obligations à l'égard des régions et des Sociétés régionales de logement issues de l'accord du 1^{er} juin 1994.

Art. 6. § 1^{er}. Le Fonds est supprimé à une date déterminée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

En vue de la suppression du Fonds, le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la dissolution et tous les problèmes qu'elle entraîne tels que, entre autres le transfert des tâches, des biens, des droits et obligations du Fonds à l'Etat. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, transférer à l'Etat, avec leur accord, le personnel détaché au Fonds.

S'il est mis fin au détachement, le membre du personnel reprend un emploi dans son service d'origine. Si à la date d'arrêt du détachement au Fonds du membre du personnel celui-ci occupe un emploi dont le grade est supérieur à celui dont il était titulaire dans son service d'origine, il est censé continuer l'exercice, à titre personnel, de cette fonction supérieure dans son service d'origine ou dans le service où il est éventuellement transféré.

§ 2. Jusqu'au moment où le Fonds est supprimé :

1^o le Fonds reste responsable du service financier des prêts qu'il gère. A cet effet, le Fonds reçoit tous les moyens nécessaires de l'Etat, en ce compris ceux destinés à couvrir les dépenses administratives du Fonds;

2^o sous réserve de ce qui est déterminé à l'article 7, les règles existantes qui découlent de l'accord du 1^{er} juin 1994 restent applicables au Fonds, en particulier celles concernant le statut, la gestion, la comptabilité, les comptes et le contrôle.

de l'Etat et le Fonds sont libérées, par le remboursement prévu à l'article 2, § 1^{er}, de leurs obligations à l'égard de l'Etat et du Fonds issues de l'accord du 1^{er} juin 1994.

Art. 4. Onder voorbehoud van hetgeen in artikel 3 is bepaald, worden door de in artikel 2, § 1, bedoelde terugbetaling de gewesten en de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen bevrijd van hun verplichtingen ten opzichte van de Staat en het Fonds ingevolge de overeenkomst van 1 juni 1994.

Evenwel blijven de annuïteiten ten gunste van de Staat voor de terugbetaling van de gewone budgettaire voorschotten toegekend aan de ex-NMH en ex-NLM en de annuïteiten met betrekking tot de leningen nrs. 1 tot 6 van de ex-NMH verschuldigd door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

Het Fonds, de Staat en de gewesten doen het nodige opdat de overeenkomsten met betrekking tot de kredietopening bedoeld in artikel 14, § 3, van de overeenkomst van 1 juni 1994 worden beëindigd, uitgezonderd voor de verplichtingen bedoeld in het tweede lid en, in voorkomend geval, deze bedoeld in artikel 2, § 4, tweede lid.

Art. 5. De conform de overeenkomst van 1 juni 1994 voor elk gewest berekende bedragen die overeenstemmen met het verschil tussen, enerzijds, de actuele waarde van de tussenkomsten bedoeld in artikel 13, § 1, 5^o, van de overeenkomst van 1 juni 1994 en, anderzijds, de actuele waarde van de wiskundige annuïteiten die ingevolge artikel 3, vierde lid, van de overeenkomst van 1 juni 1994 uiteindelijk de Staat toekomen, worden door de Staat op 15 januari 2004 aan de gewesten gestort. De actuele waarde wordt door de Thesaurie vastgesteld op basis van het rekenkundig gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003. Het aldus bekomen resultaat wordt gekapitaliseerd tegen de EONIA-rente, geldend tot op de dag voorafgaand aan 15 januari 2004.

Door de Thesaurie kan vanaf 29 december 2003 op hun verzoek een voorschot toegestaan worden aan de gewesten op de ingevolge het eerste lid verschuldigde bedragen. Dit bedrag mag per gewest het bedrag van de actuele waarde, vastgesteld door de Thesaurie op basis van het rekenkundig gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003, niet overschrijden. De gewesten die een beroep doen op dit voorschot engageren zich erop toe te zien dat de Maastricht-schuld hierdoor niet wordt beïnvloed.

Onder voorbehoud van hetgeen in artikel 3 is bepaald, worden door de in het eerste lid bedoelde storting de Staat en het Fonds bevrijd van hun verplichtingen ten opzichte van de gewesten en de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen ingevolge de overeenkomst van 1 juni 1994.

Art. 6. § 1. Het Fonds wordt afgeschaft op een datum vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Met het oog op de afschaffing van het Fonds regelt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer de overdracht van de taken, de goederen, de rechten en verplichtingen van het Fonds naar de Staat. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bij het Fonds gedetacheerde personeelsleden met hun instemming overdragen naar de Staat.

In geval van beëindiging van de detachering herneemt het personeelslid een betrekking in zijn dienst van oorsprong. Indien het personeelslid op de datum van beëindiging van zijn detachering bij het Fonds een betrekking bekleedt die overeenstemt met een hogere graad dan de graad waarvan hij titularis is in zijn dienst van oorsprong, wordt hij geacht de uitoefening, ten persoonlijke titel, van dit hoger ambt bij zijn dienst van oorsprong of in de dienst waarnaar hij eventueel overgedragen wordt, voort te zetten.

§ 2. Tot op het ogenblik dat het Fonds wordt afgeschaft :

1^o blijft het Fonds instaan voor de financiële dienst van de leningen die het beheert. Daartoe krijgt het Fonds alle nodige middelen van de Staat, inclusief deze bestemd voor de dekking van de administratieve uitgaven van het Fonds,

2^o blijven, onder voorbehoud van hetgeen is bepaald in artikel 7, de bestaande regels, inzonderheid inzake statuut, bestuur, boekhouding, rekeningen en toezicht, die voortvloeien uit de overeenkomst van 1 juni 1994 op het Fonds van toepassing.

Art. 7. § 1^{er}. Après exécution des tâches visées à l'article 3, le Roi met fin à la date fixée par Lui, aux mandats des administrateurs du Fonds qui ont été nommés par les gouvernements des régions.

A partir de cette même date, et jusqu'au moment où le Fonds est supprimé, le conseil d'administration est composée de six administrateurs, 3 francophones et 3 néerlandophones nommés par le Roi, sur proposition des Ministres du Budget et des Finances.

Le Roi désigné, sur proposition du conseil d'administration, un président parmi les 6 administrateurs.

Le président est nommé pour une période d'un an.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents.

En cas de parité des suffrages, la voix du président est déterminante.

§ 2. A partir de la date visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et jusqu'au moment où le Fonds est supprimé, le fonctionnaire dirigeant et, le cas échéant, son adjoint bilingue, sont nommés par le Roi sur une liste de candidats établie par le conseil d'administration.

Art. 8. L'article 2, § 2, alinéa 2, de cet accord prend fin au 1^{er} janvier 2055.

Art. 9. Cet accord modifie et complète l'accord du 1^{er} juin 1994, à compter du 29 décembre 2003.

Bruxelles, le 16 décembre 2003.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances
et du Budget du Gouvernement flamand,
D. VAN MECHELEN

Le Ministre des Finances
et du Budget du Gouvernement régional wallon,
M. DAERDEN

Le Ministre des Finances
et du Budget du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

G. VANHENGEL

Notes

Documents du Parlement

Session ordinaire 2006-2007.

A-328/1 Projet d'ordonnance.

A-328/2 Rapport.

Compte intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 9 mars 2007.

Art. 7. § 1. Na uitvoering van de taken bedoeld in artikel 3 beëindigt de Koning op de door Hem vastgestelde datum de mandaten van de bestuurders van het Fonds die door de regeringen van de gewesten zijn benoemd.

Vanaf deze datum en tot op het ogenblik dat het Fonds wordt afgeschaft, wordt de raad van bestuur samengesteld uit zes bestuurders, drie Franstaligen en drie Nederlandstaligen, die door de Koning worden benoemd op voordracht van de Ministers van Begroting en Financiën.

De Koning duidt op voorstel van de raad van bestuur onder de zes bestuurders een voorzitter aan.

De voorzitter wordt aangesteld voor een periode van één jaar.

De voorzitter duidt op voorstel van de raad van bestuur onder de zes bestuurders een voorzitter aan.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige bestuurders.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. Vanaf de datum bedoeld in § 1, eerste lid, en tot op het ogenblik dat het Fonds wordt afgeschaft, worden de leidend ambtenaar en, in voorkomend geval, zijn tweetalig adjunct door de Koning benoemd op een kandidatenlijst die opgesteld wordt door de raad van bestuur.

Art. 8. Artikel 2. § 2, tweede lid, van deze overeenkomst wordt opgeheven op 1 januari 2055.

Art. 9. Deze overeenkomst wijzigt en vervolledigt met ingang van 29 december 2003, de overeenkomst van 1 juni 1994.

Brussel, 16 december 2003.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën
en Begroting van de Vlaamse Regering,
D. VAN MECHELEN

De Minister van Financiën
en Begroting van de Waalse Gewestregering,
M. DAERDEN

De Minister van Financiën
en Begroting van de Regering
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
G. VANHENGEL

Nota's

(1) *Documenten van het Parlement :*

Gewone zitting 2006-2007.

A-328/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-328/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 9 maart 2007.

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 1650

[C — 2007/31145]

22 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la fixation des exigences de qualification minimale des techniciens frigoristes et à l'enregistrement des entreprises en technique du froid

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Vu le règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment les articles 70 et 78/1;

Vu l'ordonnance du 25 mars 1999, concernant l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 1650

[C — 2007/31145]

22 MAART 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake de bepaling van de minimumopleidingseisen voor koeltechnici en de registratie van koeltechnische bedrijven

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de verordening (EG) n° 2037/2000, van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen;

Gelet op de verordening (EG) Nr. 842/2006, van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997, betreffende de milieuvregunningen, in het bijzonder artikelen 70 en 78/1;

Gelet op de ordonnantie betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit van 25 maart 1999;